



Déclaration de la Commission exécutive du 13 octobre 2022

Ce sont les salaires, les rémunérations qu'il faut débloquer !

La fédération CGT des services publics apporte son soutien total aux grévistes dans les raffineries et à la fédération nationale des industries chimiques (FNIC-CGT). Alors que les salariés de la pétrochimie réclament des négociations salariales depuis un mois, et que les actionnaires du secteur viennent de percevoir 2,6 milliards d'euros de dividendes supplémentaires, le refus de leur direction, soutenue par le gouvernement est la seule et unique raison du blocage.

La grève nationale dans les raffineries est l'expression culminante d'une situation d'ensemble. En ce qui nous concerne, dans de trop nombreuses collectivités, malgré le dépôt d'un préavis, l'employeur refuse de négocier et la grève devient souvent la seule solution pour combattre des mesures injustes. Des syndicats se voient interdire de se rassembler devant le parvis de leur mairie, des grévistes se voient opposés aux usagers, des arguments fallacieux sont toujours déversés à la pelle pour salir les intentions des grévistes, mille et un bâtons sont mis dans les roues du syndicalisme CGT, nos droits syndicaux sont remis en cause, souvent niés par les employeurs publics. Il faudrait accepter sans rien dire les dispositions brutales de la loi de Transformation de la fonction publique, accepter la dérèglementation, les bas salaires, les conditions de travail dégradées...

La grève nationale massive des raffineries montre la voie ! Il y en a assez de subir !

Dans ce contexte, marqué par l'arrestation de camarades électriciens par la DGSI, placés en garde à vue pendant 96 heures, comme des terroristes suite à une action syndicale,

Dans ce contexte marqué par une multiplication des grèves sectorielles et locales dans notre champ fédéral (ATSEM, petite enfance, animation, temps de travail, effectifs, régime indemnitaire...) et bien au-delà,

Dans un contexte où les conditions d'existence d'une large majorité de la population sont devenues insupportables, où l'inflation s'envole et les salaires de fait stagnent ou régressent, où la vie est toujours plus chère, la question qui se pose de plus en plus largement est : Comment faire pour en finir avec cette politique de régression sociale. C'est pourquoi nombre de nos militants ont d'ores et déjà décidé de participer à la Marche contre le vie chère, le 16 octobre à Paris. C'est pourquoi la grève nationale dans les raffineries nous donne également des éléments de réponse.

Non aux réquisitions ! L'arbitraire ça suffit !

Face à la grève, la logique répressive du gouvernement, qui entend réquisitionner les grévistes, c'est-à-dire envoyer les gendarmes les chercher chez eux un par un, ne nous surprend pas. La répression, les menaces, la violence d'Etat : Macron n'a jamais agi autrement face aux mobilisations ouvrières.

Par leur grève et leur détermination, les raffineries montrent la voie. Afin de créer les conditions du rapport de force général, partout réunissons les personnels, convoquons les heures d'info, les AG, pour discuter de la grève, de l'élargissement de la mobilisation aux agents, salariés et retraités de notre champ fédéral, ainsi que pour inscrire la campagne des élections professionnelles dans laquelle nous sommes investis, dans ce processus de mobilisation.

C'est pourquoi la fédération invite l'ensemble de ses syndicats, de ses militants, à s'inscrire dans la journée de grève du 18 octobre, décidée aujourd'hui par la CGT pour soutenir les actions décidées par les grévistes dans les raffineries, pour réaffirmer nos revendications salariales (10% d'augmentation du point d'indice tout de suite), notre rejet de la réforme des retraites voulue par Macron et notre attachement au droit de grève et aux libertés syndicales. Un préavis fédéral couvre la journée du 18 octobre et s'étend jusqu'à la fin du mois.